

MINISTERE DELEGUE A LA RECHERCHE
DIRECTION DE LA RECHERCHE
ACTION CONCERTEE INCITATIVE
Sociétés et cultures dans le développement durable

1er appel à propositions

Rapport Final

PROJET 2003

UN EXEMPLAIRE PAR MAIL + 3 EXEMPLAIRES PAPIER

Cellule ACI - tél : 01 55 55 87 57
aci.interdisciplinarite@recherche.gouv.fr

Ministère délégué à la Recherche

Direction de la Recherche

Catherine Courtet

1 rue Descartes 75231 Paris cedex 05

RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

CELLULE ACI

MADELEINE DE COLIN

TEL : 01 55 55 86 11

RENSEIGNEMENTS SCIENTIFIQUES

CATHERINE COURTET

TEL : 01 55 55 87 21

catherine.courtet@recherche.gouv.fr

Thème dans lequel se situe le projet

- ❑ Nouvelles recherches pour le développement
- ❑ Cultures et pratiques sociales
- ❑ X Gouvernement
- ❑ Concevoir

Titre du Projet :

Organisations Professionnelles Rurales et Politiques Publiques de Développement Durable : Gouvernance et gestion des ressources naturelles au Brésil et en Indonésie.

Ref : 032297.

Coordinateur principal du projet :

Nom : **Sabourin** Prénom : **Eric**

Sexe : M

Fonction : Chercheur au Cirad Tera, Professeur visitant à l'Université de Brasilia

Discipline : sociologie

Etablissement : Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (Cirad)

Laboratoire : Unité de Recherche « Action collective, Marchés et Politiques Publiques » ARENA

Adresse : Cirad tera, TA 60/15, 73 Rue J F Breton 34 398 Montpellier Cedex 5

Téléphone : Cirad 04 67 61 57 56

Université de Brasilia : 00 55 61 244 37 89

Télécopie : Cirad 04 67 61 44 15

00 55 61 347 36 63

Adresse électronique : sabourin@cirad.fr

Partenaire 1 : Université Fédérale de Campina Grande, Brésil

Correspondant : Nom, prénom : Ghislaine Duque

Sexe : F

Fonction : Professeur-chercheur, coordinatrice du Groupe de Recherche sur l'Agriculture Familiale

Discipline : Sociologie

Etablissement : Université Fédérale de Campina Grande -

Laboratoire ou Unité : Programme de Sociologie Rurale Groupe de Recherche sur l'Agriculture Familiale –

Adresse complète : Av. Aprígio Veloso 882, Campina Grande/PB – CEP 58109-970 - Brésil

Tel 00 55 83 33 33 21 70

fax : 00 55 83 33 10 10 51

Adresse électronique : ghduque@uol.com.br

Partenaire 2 : Institut de Recherche sur le Développement UR 168

Correspondant : Geneviève Michon

Sexe : F

Fonction : directrice de recherche, chef UR 168

Discipline : Agronomie -Ethnoscience

Etablissement : Institut de Recherche sur le Développement IRD

Laboratoire ou Unité : Dynamiques environnementales entre forêt, agriculture et biodiversité : des pratiques locales sur la nature aux politiques de conservation (UR 168)

Adresse complète : IRD BP 6450134394 Montpellier cedex 5 France

Téléphone : 33 (0)4 67 63 69 82

Fax : 33(0)4 67 63 87 78

Adresse électronique : genevieve.michon@ird.fr

Equipe ayant participé à la déclaration d'intention

Nom	Prénom	Laboratoire ou équipe de rattachement	Poste	Discipline	Age et sexe	% temps dans projet
SABOURIN	Eric	CIRAD Tera, UR Arena Action collective, marchés et politiques publiques	Respons. équipe, Chercheur	Sociologie	45- M	20 %
GRANCHAMP	Laurence	CNRS Ladyss Université Nanterre Post doc Cirad Arena	Post doc	Sociologie	34 -F	60 %
BUYSE	Nicolas	Doctorant IEP, CIRAD UR Arena IRD UR 112-168	Doctorant	Sciences politiques	24-M	80%
TONNEAU	Jean Philippe	CIRAD Tera, UR Siter UFCG Brésil	Prof visitant	Géographie	50 -M	10%
DUQUE	Ghislaine	UFCG Brésil	Chercheur	Sociologie	71 - F	15%
SIMOES	Aquiles	UFPA, Belém	Prof	Agronomie+ Sociologie	34 - M	25 %
SANTOS ASSIS	William	UFPA, Belém	Prof	Agronomie+ Sociologie	41 - M	30 %
MICHON	Geneviève	IRD -UR 112 : Entre forêt et agriculture, Montpellier	Dir. UR, Chercheur	Agronomie Ethno - sciences		5%
LEVANG	Patrice	IRD- UR 168 CIFOR, Bogor, Indonésie	Chercheur	Agronomie Sociologie		15%

Organisations Professionnelles Rurales et Politiques Publiques de Développement Durable : Gouvernance et gestion des ressources naturelles au Brésil et en Indonésie.

Le projet a étudié à partir d'une comparaison entre divers terrains au Brésil et en Indonésie, par quels mécanismes sociaux et dans quelle mesure les programmes de développement durable induisent une redéfinition des rapports de pouvoir locaux, en termes de réduction des asymétries et d'appui à la mise en œuvre d'une gouvernance locale.

1 – Rappel des objectifs poursuivis

1.1. Objectif général : Cerner la réponse des organisations professionnelles rurales (OPR) aux projets et politiques mobilisant la notion de développement durable, en particulier en matière de gestion des ressources naturelles.

1.2. Objectifs spécifiques

- Caractériser l'appropriation par les OPR de la notion et des projets de *développement durable* en particulier en termes de transformation de leurs normes et de leurs pratiques
- Etudier les modes d'élaboration contradictoires du « bien commun » et de « l'intérêt général », les logiques à l'œuvre, les modes de légitimation employés, les tensions et conflits qu'elles engendrent.
- Caractériser les interactions entre action collective (entre OPR et autres groupes d'acteurs) et les politiques et programmes de développement durable en particulier en termes de renforcement des capacités des OPR.

2 – Actions réalisées et modalités concrètes de travail interdisciplinaire

Les actions concernent deux pays et divers terrains ; au Brésil : Amazonie orientale (deux cas) et Nordeste (micro-région de l'Agreste de l'Etat de la Paraíba) ; en Indonésie : Bornéo (district de Malinau (Kalimantan-Est) et Sumatra : district de Muara Bungo (Province de Jambi).

Modalités d'intervention

Brésil : **Post doc Laurence Granchamp** en sociologie « *Les organisations de producteurs et les politiques de développement durable : approches comparatives Amazonie et Nordeste* » séjour de 6 mois dans le cadre du projet Cirad (Agriculture Familiale développement territorial et politiques publiques) orientation E Sabourin.

Thèses de doctorat de **Aquilès Simões** (socio-anthropologie du développement, Université Toulouse le Mirail, ED Essor) et **Williams Santos de Assis** (Développement Rural ; CPDA, Université Fédérale Rurale de Rio de Janeiro)

Indonésie : **Thèse de doctorat** en Sciences Politiques de **Nicolas Buyse** (Direction Daniel Compagnon, IEP Bordeaux, co-orientation, P. Levang, G. Michon, et E. Sabourin) avec insertion dans projet le IRD sur gestion de la biodiversité

Dispositif de terrain

<i>Echelles des régions</i>	<i>Société civile / OPR</i>	<i>Projets</i>	<i>Collectivités territoriales</i>	<i>Lieux, dispositifs, processus, co-construction des PP</i>	<i>Forums, espaces ; médiation, PP</i>
Brésil Amazonie : - Transamazonienne - Marabá	Mouvement pour le développement de la Transamazonienne et Xingu Fetragri (féd. des syndicats agricoles) – Etat du Pará	Proambiente Pronaf	Rég. transa – Sec. d'Etat au dvt territorial (SDT) : Territoire SDT	Conseils locaux du Pronaf (Prog. National de l'agriculture familiale)	
Brésil Nordeste : - Polo Borborema	Articulation du semi-aride-ASA PB/ pólo sindical	Citernes d'eau, banques de semences	Territoires SDT Borborema Conseil municipal de développement rural - CMDR	Conseil de devt territorial	
Indonésie Sumatra : - Bungo	Cifor – Aires protégées ICRAF	ACM RUPES – maintien des agroforêts	Villages / districts / Nat Village / district	Maison du chef, communautaire – convocation district idem	
Indonésie Kalimantan :	CIFOR	Aire protégée de Setulang	village	Réunions ponctuelles dans la maison du chef	
Malinau	Rep politique du district (Bupati)	Projet de district de conservation	district	Pas de forum (se négocie au niv du district + national)	

Méthodologie et hypothèses

Le dispositif méthodologique a reposé sur l'hypothèse générale que les acteurs locaux disposent de ressources inégales dans la mise en œuvre du développement durable. Dans la mesure où celui s'impose comme une norme d'action à l'échelle des territoires, à travers les projets et les politiques publiques, il nous paraissait donc nécessaire de déplier cette hypothèse selon trois axes, et d'étudier : Les conditions de *formation* de ces ressources (axe 1) ; Les opportunités de *diffusion d'innovations et d'enrichissement des ressources*, se traduisant par le renforcement des acteurs locaux, et/ou l'acquisition de positions d'intermédiation au sein des réseaux sociaux sur le marché du développement (axe 2) ; L'usage de ces ressources par les acteurs locaux et leurs effets dans la mise en œuvre des politiques publiques et des projets en rapport avec le développement durable (axe 3).

Plus précisément, chacun de ces axes correspondait à une approche spécifique et complémentaire des deux autres :

Axe 1 / Formation des dispositions et des ressources pour l'action collective :

La démarche générale de cet axe a reposé sur une approche socio-historique, qui s'efforce d'intégrer dans l'analyse sociologique les éléments historiques déterminants qui ont présidé à l'émergence et à la constitution de trajectoires typiques : vers des logiques de subjectivation (au sens de Touraine, 1992) dans le cas Brésilien, vers l'effacement et la domination radicale dans le cas Indonésien.

- Identification des configurations d'acteurs, des contextes historiques.

- Constitution d'une grille d'analyse permettant la comparaison des trajectoires comprenant l'histoire des OPR, identification des répertoires d'action collective et des objectifs privilégiés de celle-ci.

- Etude des archives, produits et supports de diffusions des discours « officiels » des organisations, soumis à une analyse de contenu.
- Identification des projets, notamment autour de *l'accès*, de la *production* ou de la *gestion* de ressources commune

Axe 2 : Réseaux sociaux, influences mutuelles sur l'élaboration de nouvelles normes et renforcement éventuel des OPR.

- Identification des réseaux d'acteurs, de la position et du rôle joué par les OPR étudiées dans ces réseaux ;
- Investigation sur la construction du sens du développement durable par les différents acteurs, les référentiels mobilisés, les registres de légitimation.
- Les apprentissages réalisés dans la confrontation des différentes logiques d'action, repérables dans les innovations (dans les discours et les pratiques) ;

Axe 3 : Emergence d'interfaces sociales entre acteurs publics et privés dans les projets et politiques publiques de développement durable.

- Les asymétries de pouvoir dans les arènes locales, les effets de recomposition des rapports de pouvoir au niveau local du fait de l'implantation des projets de développement durable ;
- Les impacts en termes de renforcement des capacités des acteurs à participer des arènes locales, des forums de négociation, des conseils locaux,...
- Les sources de divergence, l'émergence de tensions et de conflits.
- Evaluation de la gouvernance locale ...

La démarche méthodologique générale a reposé sur une démarche qualitative, issue de la sociologie compréhensive, et constituée de différents éléments :

- des entretiens semi-directifs avec des dirigeants d'organisations, passés ou présents, ou des personnalités occupant une position institutionnelle clé (députés, chefs de villages, représentants salariés d'une ONG, etc...)

Ces entretiens ont porté sur le recueil de données bibliographiques, de trajectoires de vie (OPR, individus, institutions) et d'effets sur le territoire (des projets institutionnels ou des OPR).

- des observations participantes de réunions des OPR,
- la collecte de données diverses qui mettent en scène un discours officiel des organisations étudiées (dépliants, rapports, compte-rendu d'assemblées, etc.)

Interdisciplinarité :

Ces approches méthodologiques, principalement issues de la sociologie compréhensive (formation d'origine des principaux intervenants), ont été combinés à des outils de la géographie humaine, notamment l'analyse des trajectoires socio-historiques des espaces locaux (Sabourin et al, 2004). Enfin, les sciences politiques et l'analyse comparative permettent de s'appuyer sur les contextualisations (locales, nationales et globales) et leurs sociogenèses en termes d'enjeux de pouvoir, de capacité de prises de décisions et de négociations.

Actions réalisées

Brésil

Les activités de recherche au Brésil ont porté sur deux terrains, l'Amazonie et le Nordeste, impliquant deux chercheurs en poste ou appartenant à des institutions locales sur chacun des deux terrains, et Laurence Granchamp Florentino (stage post-doctoral réalisé en parallèle avec un contrat d'Attachée temporaire d'enseignement et recherche) sur les deux terrains.

Amazonie : missions de Laurence Granchamp (une seule sur financement MRT) et travaux de thèse de doctorat d'Aquiles Simoes et William Santos de Assis

Première phase (2003) : Réalisation d'entretiens compréhensifs avec les représentants des organisations professionnelles rurales qui interviennent à différents niveaux : local (municipal), régional et provincial (l'Etat du Pará) afin d'identifier les positionnements des OPR vis-à-vis des enjeux

de développement durable, et connaître leur degré d'intégration dans les structures de concertation et de décision locale.

Seconde phase (2004-2005) Etudes au sein de projets de gestion des ressources naturelles impliquant les OPR (concepteur, opérateur, coordinateur ou administrateur) dans la région d'Altamira (L. Granchamp).

- analyse des degrés et des modalités d'adhésion des agriculteurs aux projets : transformation des pratiques en profondeur ou à la marge, restructurations des activités productives impliquées par les projets de gestion des ressources naturelles.

- analyse de la prise en compte des objectifs de développement durable dans les nouveaux projets de réforme agraire à Marabá (A. Simões).

Nordeste : Une première phase de collecte de données bibliographiques et d'entretiens avec des responsables d'un pôle syndical régional a permis d'identifier l'historique de l'organisation, ses conceptions et positionnement vis-à-vis des enjeux de développement durable et le type de discours élaboré. Durant la seconde phase, nous avons analysé deux actions mises en œuvre par les OPR qui se rapportent à la gestion des ressources – la gestion de l'eau d'une part (G. Duqué) à travers la création de barrages souterrains et la construction des citernes familiales, appuyées par un système de micro-crédit administré par les communautés : les Fonds Rotatifs Solidaires; et d'autre part, la constitution d'un réseau d'agriculteurs agro-écologiques liés à la constitution de banques de semences (L. Granchamp Florentino). Jean Philippe Tonneau pour sa part a abordé la dimension territoriale du développement durable en analysant les orientations et impacts des politiques publiques. Eric Sabourin a travaillé sur les interactions entre actions collective et action publique en matière de gestion de ressources naturelles (eau, pâturages, semences) et en confrontant ces dispositifs à la question de la reconnaissance de la multifonctionnalité de l'agriculture et des espaces ruraux par les politiques publiques.

Indonésie

Le volet indonésien du projet se résume à la recherche doctorale de Nicolas Buyse « *Décentralisation et développement durable : étude de la gestion des ressources forestières en Indonésie* ».

Les activités ont été de 3 ordres : mise en place de la thèse (problématique) et de la structure d'accueil local, missions et recherches de terrain, communication et publication des premiers résultats. La mise en problématique des questions de recherches s'est heurtée à la spécificité du contexte national indonésien. La rareté des « organisations paysannes » telles qu'elles peuvent être définies dans les contextes latino-américains, leur subordination aux projets gouvernementaux (locaux et nationaux), et leur faible présence ou représentativité à l'échelle des villages nous ont conduit à étudier les pratiques et représentation des acteurs dans « les modes d'élaboration contradictoires du « bien commun » et de « l'intérêt général », les logiques à l'œuvre, les modes de légitimation employés, et ceux de gestion des contradictions et des conflits qu'ils engendrent ».

Les activités de recherche ont eu lieu durant deux missions en 2004, précédant un séjour de mars 2005 à avril 2006, au sein de l'ICRAF – World Agroforestry Center (Bogor).

Le suivi de thèse a fait l'objet de plusieurs réunions avec les partenaires montpelliérains ainsi qu'avec le directeur de thèse et l'école doctorale.

3 – Résultats scientifiques

3.1. Production d'une grille d'analyse

Nous avons travaillé trois axes de réflexion, qui constituent une première proposition en vue d'élaborer une grille commune d'analyse et de capitalisation des diverses études de cas.

1. Le développement durable dans le discours et l'histoire des OPR
2. Interactions et intermédiations entre services d'appui à l'agriculture et OPR, effets des réseaux sociopolitiques et sociotechniques
3. Politiques publiques et OPR dans la gestion des ressources naturelles

.....autour des 3 axes ..

a. Le développement durable dans le discours et l'histoire des OPR

Le projet a analysé les évolutions des positions des OPR sur les rapports entre développement, environnement et équité. Les changements sont dus à la prise de conscience de certains leaders ou agriculteurs plus préoccupés par les questions écologiques d'une part et aux nouvelles normes d'accès aux appuis liés aux programmes et politiques de développement durable d'autre part. Les coïncidences entre agriculteurs engagés, leaders convaincus et politiques publiques ne vont pas de soi. Ces questions se rapportent également à la production d'une identité collective. Au Brésil, les problèmes environnementaux ont joué un rôle dans l'émergence et le renforcement d'identités collectives nouvelles (communautés indigènes, agriculteurs collecteurs, agriculteurs sans terre, etc), en particulier en Amazonie. Au Nordeste, le contrôle des ressources naturelles n'est qu'un des aspects d'une émancipation vis-à-vis de l'hégémonie sociale et politique des élites traditionnelles liées à la main mise sur les terres et sur l'accès aux marchés. En Indonésie, les questions environnementales ont une origine nettement plus exogène. Les normes des régimes internationaux sur le développement durable et la gestion forestière durable ont coïncidé avec la politique de décentralisation administrative, permettant aux élites locales de récupérer de forts pouvoirs de contrôle sur la forêt, qui plus est en mobilisant la tradition ou la démocratie.

L'identité collective induite ou se construisant au travers des actions de développement durable peut agir comme marqueur de différenciation et de positionnement dans un champ politique ou bien comme facteur de scission et de redéfinition des appartenances et des identités. Les travaux examinent la place des traditions dans ces réorganisations ou « crispations » identitaires. Une des hypothèses concerne la nature des relations et les structures capables de produire et reproduire les valeurs humaines fondamentales (confiance, responsabilité, justice) associées à des dynamiques de gestion de biens communs.

b. Interactions et intermédiations entre services d'appui à l'agriculture et OPR :

Nous considérons « les services d'appui » au sens large, compte tenu, précisément, des processus de désengagement de l'Etat et des diverses modalités de décentralisation ou de « sous-traitance » de l'appui à la production agricole ou agro-forestière (assistance technique, organisation des filières, etc). Les types de réseaux sociaux où s'inscrivent les OPR ont une incidence forte sur les choix et les actions qu'elles engagent. On constate les apports et les limites de ces interactions : elles peuvent favoriser ou freiner les opportunités de « démocratisation ». Tout dépend de la nature des institutions et des intermédiations, tant côté OPR que côté services publics : on observe des situations qui vont du monopole (d'un côté ou de l'autre) à une ouverture large, en passant par différentes positions intermédiaires.

En Amazonie brésilienne à l'interface entre les OPR et les services publics de développement rural se tisse une véritable « toile d'apprentissage social », marquée par la transformation des pratiques professionnelles et des référentiels d'action, aussi bien du côté des représentants des agriculteurs que de celui des représentants des organismes d'Etat en charge du développement (banques, assistance technique rurale, etc).

Au Nordeste, les organisations de base restent fragiles, isolées et dépendantes d'appuis externes ; elles ont donc recours à la mobilisation de forums régionaux hybrides (les articulations thématiques, régionales ou locales) pour négocier des appuis publics ou encore la mise en place de nouveaux instruments de politiques publiques.

En Indonésie, il s'agit essentiellement de la capacité des structures politiques ou des organisations locales de mobiliser les ressources et appuis de projets liés à l'intervention d'organisations non gouvernementales ou internationales.

c. Politiques publiques et OPR dans la gestion des ressources naturelles

Dans des contextes plus ou moins décentralisés, les OPR devenues opérateurs de projets adoptent un nouveau type de relation vis-à-vis des différents niveaux des pouvoirs publics : à la fois de concurrence ou de coopération, de dépendance et d'autonomie, mais qu'il s'agit à chaque fois de renégocier. L'analyse des cadres et déterminants de ces négociations montre l'existence de situations différenciées où l'héritage socio-historique des organisations et des individus les représentant conditionne largement le résultat et la portée des accords et/ou des politiques mis en œuvre.

La gouvernance du développement durable et de la gestion des ressources naturelles est perçue comme remettant en cause le monopole scientifique de l'expertise. Ces prémisses acceptées, tout dépend de la nature et du fonctionnement des espaces de co-gestion et des rôles et pouvoirs que peuvent y assumer les organisations rurales. Dans la mesure où celles-ci bénéficient de moyens ou de pouvoirs faisant d'elles de nouveaux intermédiaires, elles peuvent constituer, à leur tour, un frein à l'élargissement de la participation citoyenne à la gestion de ces ressources.

3.2. Analyse des résultats au Brésil

a. Amazonie

En Amazonie orientale, les organisations professionnelles agricoles et rurales – OPAR (associations, syndicats, fédérations syndicales, ONG émanant du mouvement syndical rural) se sont construites un rôle d'opérateur ou d'intermédiaire incontournable pour la mise en œuvre de projets de gestion des ressources naturelles. Elles prennent ainsi part à différents projets, qu'il s'agisse de programmes de protection de la forêt tropicale promus par des ONG ou des grands organismes internationaux, ou bien des politiques publiques fédérales pour la mise en œuvre desquelles les OPAR sont contractualisées. Nous examinons les conditions d'émergence de cet acteur collectif dans le champ du développement durable et le travail de construction politique d'une convergence entre les problématiques de l'agriculture familiale et celles de l'environnement.

Plus largement, l'interaction des différents agents du développement nécessite des apprentissages sociaux que nous avons formalisé dans un cadre adapté au contexte régional : la « toile d'apprentissage social ».

Les mouvements étudiés prétendent concilier le renforcement de leur base syndicale, à savoir les agriculteurs familiaux, avec les exigences du développement durable. Mais ce principe est bien vague, et la mise en place de projets spécifiques nécessite de nombreux arbitrages et médiations entre les deux composantes d'une même politique. La solidité de cette alliance ne peut être testée que dans le cadre de politiques précises.

Ces questions amènent à poser un autre regard sur la problématique de l'émergence d'un champ du développement durable de l'agriculture familiale. On peut les résumer en se demandant si cet espace aux frontières ouvertes, incomplètes et non définies, peut devenir un milieu d'apprentissage permettant de réfléchir sur la construction d'une gouvernance territoriale concertée, en prenant en compte la gestion des ressources naturelles, dans le cadre du rapport entre les agriculteurs, les organisations syndicales, les institutions locales de développement et les politiques publiques.

En d'autres termes, ces actions collectives qui prennent la forme aussi bien d'un appel à mobilisation autour d'un projet par les organisations, que de dispositions locales pour les implanter, permettent-elles de rompre avec le modèle traditionnel des fronts pionniers ? Dans quelle mesure peuvent-elles contribuer à éviter le remplacement de l'agriculture familiale par la grande propriété et l'élevage extensif, conséquence du rachat des terres des petits paysans soit par d'autres paysans plus capitalisés, soit par des grands propriétaires ?

Comment l'ensemble de cette « toile d'apprentissage social » à l'élaboration de laquelle les organisations agricoles et rurales ont largement contribué peut-elle servir également les objectifs de développement durable et avoir un impact en termes de meilleure gestion des ressources naturelles et des territoriaux ruraux ? Comment ces dispositifs peuvent-ils permettre de rompre avec le modèle

prédateur de reproduction des fronts pionniers et empêcher l'éviction des petits paysans par l'élevage extensif ?

Les nouveaux agents du développement en viennent à occuper une position intermédiaire entre l'action publique et le niveau local, soit dans le champ du développement agricole, notamment autour des projets de crédits liés au Programme National de Renforcement de l'Agriculture Familiale (PRONAF), soit dans le champ du développement durable et de l'environnement, notamment autour des différents programmes coordonnées par le Ministère de l'Environnement. La proximité de ces deux champs se manifeste particulièrement dans la trajectoire du *Proambiente* qui, après avoir été adopté par le Ministère de l'Environnement (MMA) a finalement été repris par le Ministère du Développement Agraire (MDA).

Il s'agit de considérer l'ensemble des acteurs, dispositifs et procédures qui peuvent potentiellement améliorer leur capacité d'innovation dans le domaine agricole lorsqu'ils fonctionnent en interrelation. Nous supposons, ainsi, que l'ensemble des administrations, ONG, les syndicats, associations et coopératives liées à FETAGRI, le réseau de prestataires de services, l'Université et autres acteurs sociaux en relation avec l'agriculture familiale de la région, forment une toile d'apprentissage social (TAS). Étant donné que « *l'apprentissage social doit être pensé comme un processus affectant l'ensemble de la société, en particulier les relations sociales quotidiennes vécues par les individus de base de l'agriculture et des espaces ruraux et non seulement les relations institutionnelles ou entre individus considérés comme des « acteurs »* » (Albaladejo, 2003).

Ceci constitue un régime d'action d'interdépendance dans lequel l'analyse de l'acteur doit aller au-delà de la compréhension de ses stratégies rationnellement établies, parce que les acteurs sont confrontés aux défis de dépasser, dans l'expérience, les tensions dégagées par la rencontre de deux logiques – d'intégration et d'interdépendance, étant donné que la première renvoie au processus de socialisation dans leur champ respectif d'appartenance et la deuxième relève d'une logique stratégique au sein des rapports sociaux qui se sont établis (Dubet, 1994). Ils peuvent développer une réflexion de deuxième ordre (rationalité épistémologique pour Habermas) qui leur permet de réinterpréter leur propre histoire, leur signification, en constituant la toile d'informations, de nouveaux symboles, de « se promener » dans une expérience qui est avant tout une expérience de dépaysement (au sens psychologique et symbolique) et donc « d'introspection ». Autrement dit, la réflexion les conduit à une « ontologie militante », inquiète, active, en progrès, ou parfois mieux : en subjectivation.

L'analyse prend alors en compte le fait que les acteurs sont dotés d'un stock de connaissances qui, une fois partagées, permettent une transformation de l'individu. Donc, on ne peut plus penser le développement rural seulement à partir des organisations paysannes liées au mouvement syndical, mais par le biais du rapport entre les différents acteurs qui sont à la genèse même de la TAS. Cette voie, ouverte par la socio-anthropologie du changement social, permet de voir l'acteur comme participant à un processus de co-construction sociale, lui-même faisant partie de cette construction. « *En fait, une analyse centrée sur l'acteur assume que les acteurs sont capables (même si leur espace social est sévèrement restreint) de formuler des choix, d'agir sur ceux-ci, d'innover et d'expérimenter (...). Les stratégies et constructions culturelles mises en œuvre par les individus n'émergent pas ex nihilo mais sont tirées d'un stock de répertoires disponibles (verbaux et non verbaux) qui sont jusqu'à un certain degré partagés par d'autres individus, contemporains ou prédécesseurs. C'est à ce point que l'individu, est, pour ainsi dire, métaphoriquement transmué en un acteur social, ce qui signifie que « l'acteur » (comme dans une pièce de théâtre) est une construction sociale plutôt que le seul synonyme de la personne individuelle ou de l'être humain* » (Long, 1989 : 224-225).

Cette expérience, qui, dans notre cas, doit nous permettre de comprendre et de penser « un projet de reconstruction du territoire », est marquée par des bricolages institutionnels, pilotage à vue et confrontation de conceptions divergentes dans toutes les phases, étant donné que, dans le même temps, la participation est instaurée comme une norme dans le cadre de la procédure.

Ainsi, le Conseil Technique du Programme de Renforcement de l'Agriculture Familiale (PRONAF), responsable à l'origine uniquement de l'attribution des crédits aux bénéficiaires de la réforme agraire, est progressivement devenu l'équivalent d'un Conseil régional de l'agriculture familiale en établissant au niveau de la société civile une réflexion autour de l'espace agraire. Le centre de cette discussion

porte sur la construction des territoires de l'agriculture familiale, qui jusqu'à présent est orientée vers l'expansion de l'élevage extensif de bovin, reflétant les contradictions des agriculteurs et de leurs organisations entre les intérêts économique à court terme et la dimension environnementale qui s'inscrit dans le long terme.

C'est dans la perspective de la résolution de cette contradiction que les acteurs ont entraîné un changement important dans la politique de crédit. Jusque là, les banques refusaient toutes les demandes de crédit qui ne contenaient pas d'élevage bovin, seule garantie de la viabilité économique du projet à leurs yeux. Le système de financement représentait ainsi un goulet d'étranglement des changements dans les pratiques culturelles des agriculteurs. La modification des modalités d'évaluation des projets de financements n'a été permise que par l'intermédiaire des représentants des institutions bancaires au sein du Conseil technique. Les chercheurs avaient alerté les responsables paysans sur les risques que contenait une conversion massive et exclusive de la région à l'élevage bovin. Ils ont recherché ensembles des alternatives viables : la culture des palmiers (*Euterpe oleracea*) pour leur fruit et les cœurs de palmier par exemple, les élevages de poissons, de poulet fermiers, etc. Mais il a fallu une forte mobilisation des agences prestataires de services et les pressions de la FETAGRI pour que soit adapté le référentiel technique et que les banques acceptent de modifier leurs modalités d'évaluation des projets.

Au niveau supra local, la reconnaissance de la catégorie agriculture familiale conduit à des réaménagements d'institutions qui avaient été créées pour répondre à d'autres objectifs. Ainsi, par exemple, l'Embrapa, institution de recherche agronomique créée principalement pour répondre aux besoins des grandes exploitations exportatrices, a-t-elle incorporé dans son programme national de recherche des programmes spécifiques pour l'agriculture familiale ; de même, des institutions bancaires telles la Banque du Brésil et la BASA se sont-elles vues confier la gestion des ressources du PRONAF.

Par ailleurs, ces institutions sont représentées au niveau du Conseil Technique local en tant que structures de l'Etat. Cependant, ces institutions sont plus actives au niveau supra local, lieu où sont pensées les politiques publiques qui s'opposent parfois violemment aux intérêts des agriculteurs et vice-versa. C'est pourquoi nous avons opté une représentation de la diversité en tant qu'interface sociale dans laquelle les acteurs peuvent jouer simultanément les rôles de courtiers et de portiers du développement entre une localité agraire et des instances régionales ou nationales.

De la même manière, l'émergence du développement durable a conduit à des réarrangements institutionnels et à la création de dispositifs spécifiques. L'ancienne agence de développement de l'Amazonie, la Super intendance pour le développement de l'Amazonie (SUDAM) a été dissoute ; la nouvelle agence, Agence de Développement de l'Amazonie (ADA) intègre davantage que la structure précédente les problématiques environnement. Mais plus spécifiquement, le dispositif le plus innovant dans le domaine de l'environnement, est sans doute le « terme d'ajustement et conduite » (TAC) de l'IBAMA. Ce dispositif s'applique lorsque le propriétaire ne possède pas de titre de propriété, comme c'est le cas d'un grand nombre de petits paysans en Amazonie, et également des bénéficiaires de la réforme agraire (qui n'ont qu'un usufruit perpétuel). Il signé entre un agriculteur et l'organisme environnemental compétent, et stipule la localisation de la réserve forestière que l'agriculteur s'engage à conserver, ainsi que, le cas échéant, les modalités de restauration des parties de réserves qui manquent pour atteindre la superficie légale (80% de la superficie de l'exploitation). Il s'agit d'un instrument légal qui permet de soutenir et encourager la restauration de la réserve légale des établissements agricoles familiaux en intégrant les plantations pérennes et les arbres fruitiers, dès lors qu'ils sont associés à des essences autochtones. Cela encourage par conséquent l'augmentation des systèmes agro forestiers, en permettant à moyen terme d'accroître le paysage arboré et forestier, et d'augmenter l'importance des cultures pérennes (Michelotti et Rodrigues, 2004).

Dans cette nouvelle configuration institutionnelle, le Mouvement Syndical a su parfaitement occuper sa place dans les nouveaux dispositifs, comme on a pu l'observer notamment dans le cas du Conseil technique du PRONAF. Mais la grande habileté de ce mouvement est sans doute d'avoir perçu tout le potentiel de changement social que représentent les dispositifs de formation, en particulier des agents de développement qui contribuent ensuite à la transformation des politiques publiques, une fois qu'ils intègrent les organismes déconcentrés de l'Etat, par exemple. Les OPAR, notamment à Marabá, ont profité de leur expérience avec l'Ecole Familiale d'Agriculture pour s'approprier un programme de formation pour les bénéficiaires de la réforme agraire (le PRONERA), et pour mettre en place, en

partenariat avec l'université et un groupe de recherche local, un programme de formation différenciée et plus adaptée aux besoins de l'agriculture familiale régionale. Les fils d'agriculteurs, recevant dans cette école une formation de techniciens agricoles, prendront alors peu à peu en charge l'Assistance technique et la vulgarisation rurale dans les projets de réforme agraire. Cette formation participe au processus de construction de nouvelles compétences pour les cadres du développement rural (Albaladejo et al. 2005) en s'inscrivant dans un effort que nous pouvons appeler d'intervention sociologique auprès des agriculteurs des projets de réforme agraire, car elle incorpore la dimension technique et économique, politique et culturelle, pédagogique et organisationnelle, et socio-environnementale (Simoes, 2006). Il y a une attitude délibérée de normalisation de l'activité d'agriculture familiale en vue de la construction du territoire, qui peut être traduite comme l'indicateur d'une société qui cherche une nouvelle façon de gouverner son territoire et de fabriquer la cohérence à travers de nouveaux référentiels d'action.

Nous pouvons constater donc l'existence d'une capacité d'action locale qui suppose une rupture avec la perspective fataliste de disparition de l'agriculture familiale, de remplacement pour la grande propriété (fazendeiros). Différents agents, insérés dans la « toile d'apprentissage social » qui fonctionne comme l'espace de leur interface, ont modifié leur conscience discursive, au sens de Giddens, comme dans le cas des agents représentant les institutions financières dans le dispositif du PRONAF, ou encore les techniciens responsables de la vulgarisation rurale au sein des projets de réforme agraire. En effet, ceux-ci ont reçu une formation qui les installe dans une représentation d'eux-mêmes et de leur pratique professionnelle comme celle d'un détenteur de savoir que le récipiendaire (le petit paysan) n'est pas en mesure de discuter ou mettre en cause ; mais à travers l'expérience vécue concrètement dans le quotidien de leurs activités professionnelles et le travail constant de formation continue engagé par le LASAT/NEAF en partenariat avec les organisations paysannes, nous pouvons observer une transformation de la pratique discursive de ces techniciens qui désormais conçoivent plus aisément leur activité comme une co-construction de savoirs. En effet cette imbrication entre l'expérience « vécue dans l'instant » et la formation parallèlement est plus qu'une composante d'un processus de socialisation secondaire, elle est aussi un processus de subjectivation chez les individus. Même si sur le terrain ce processus d'innovation se présente de façon discrète, il peut être compris comme l'indicateur de la création des espaces ouverts à la société rurale, où peut se développer l'exercice « d'apprentissage démocratique » par confrontation d'intérêts, négociation et médiation des injonctions existantes. Le territoire qu'ils ont envie de reconstruire n'est plus le territoire de vie, mais le territoire de projet. Un projet dont le type de configuration et d'investissements territoriaux négociés et discutés avec le reste de la société, fondé dans une nouvelle procédure de gouvernance peut nous amener à la « construction d'une nouvelle ruralité » et à d'autres « identités professionnelles ».

Ainsi, la densification du tissu social, la reconnaissance de l'agriculture familiale et la convergence entre celle-ci et le champ du développement durable, crée-t-il des conditions particulièrement favorables à la multiplication des actions collectives. Ces trois facteurs ont conduit à des réarrangements institutionnels, à des restructurations organisationnelles, aussi bien au sein des organisations locales qu'au sein des organismes d'Etat, traduisant par là même, l'interdépendance des agents liés dans les configurations spécifiques du développement rural. Les signes d'une démocratisation du développement sont parfois discrets, mais tangibles. Mais entre la reproduction des pratiques clientélistes et la diffusion de nouveaux modèles de relations sociales, plus démocratiques, les OPAR sont toujours « sur le fil ». Ainsi, dans les projets qu'elles encadrent, ces organisations sont-elles responsables du choix de *qui* participe ou ne participe pas. Mais n'est-ce pas inhérent à l'intervention par projet, qui nécessairement ne s'adresse qu'à un petit nombre de bénéficiaire, en faisant le pari, souvent hasardeux, que les principaux enseignements pourront se diffuser aux autres paysans ? ou bien que le développement de certains, si modeste soit-il, peut profiter à tous ? Comment échapper alors à la reproduction du modèle inégalitaire de relations sociales ? Aussi, l'instauration des différents dispositifs locaux, largement investis par les OPAR, représentent-ils, aux yeux de ces dernières elles-mêmes, une opportunité d'influer sur les politiques publiques et de faire adopter leurs propositions d'un modèle d'agriculture familiale *durable*, comme des politiques publiques généralisables à l'ensemble de la population.

b. Nordeste

La référence aux principes du développement durable peut constituer pour les organisations de producteurs ruraux (OPR) une opportunité d'améliorer leur position. Quelle appropriation ou quelle

instrumentalisation opèrent-elles pour transformer leurs normes et leurs pratiques ou/et pour modifier les dispositifs locaux d'élaboration des politiques publiques ? Les principes et projets du développement durable peuvent également représenter une contrainte pour les OPR dans la mesure où d'autres acteurs se réclament de cette notion pour imposer leurs propres valeurs, intérêts et projets. Dans quelles mesures celles-ci sont-elles instrumentalisées ou manipulées ? L'étude au Nordeste du Brésil a permis d'examiner les résultats de projets et politiques de partenariat entre l'état et des organisations d'agriculteurs familiaux. Divers cas d'instruments de crédit, de gestion de l'eau et des semences ou d'appui à la commercialisation de produits organiques ont été étudiés afin d'analyser les complémentarités et les tensions entre les opportunités de reconnaissance et de mobilisation des organisations rurales que représentent ces initiatives et les contraintes liées aux modalités d'opération des politiques publiques de développement rural.

Au Nordeste semi-aride du Brésil, la majorité des formes de gestion des ressources naturelles communes est encore assurée par des dispositifs collectifs et institutionnels des agriculteurs (au sens de Mormont, 1996), hérités ou réadaptés des pratiques des communautés paysannes de la région. Le fonctionnement de ces services volontaires et gratuits reste fragile, de par le manque de moyens, des contraintes en main d'œuvre, mais également à cause du fait des conditions économiques de plus en plus monétarisées et dépendantes du marché des familles rurales. Cependant, la reproduction de ces initiatives fait parfois l'objet d'appuis des pouvoirs publics.

Pour maintenir la part de responsabilité collective et de relative gratuité des prestations des agriculteurs, l'établissement de contrats via un dispositif local peut constituer une première alternative. Les relations et structures qui président au fonctionnement de ces dispositifs collectifs entre agriculteurs dépendent de règles de réciprocité et de redistribution qui concourent à assurer la production de valeurs de responsabilité, d'équité via la gestion de ressources naturelles communes ou la production de biens publics locaux : connaissances, formation, information, références techniques.

La mobilisation collective des organisations et des réseaux d'agriculteurs familiaux peut suivre deux orientations de développement économique et social. D'un côté, elle peut se développer sur la base du libre échange capitaliste. Celui-ci a été capable d'engendrer un progrès technologique inégalé, des richesses matérielles sans nul doute intéressantes pour l'humanité, mais limitées et toujours réparties de manière plus inégale, produisant plus d'exclus. Ce développement économique fondé exclusivement sur l'économie de libre échange et de concurrence n'est donc pas durable. Il engendre aussi l'exploitation des hommes, des ressources naturelles ainsi que l'exclusion des plus pauvres des droits à une véritable humanité. D'un autre côté, les formes d'organisations des agriculteurs, des ruraux, mais aussi d'autres acteurs socio-économiques, peuvent participer du développement de relations et de structures économiques et sociales de réciprocité. Ces relations et structures sont parvenues et parviennent, même si ignorées ou masquées, et en dépit de la domination du système de libre-échange à assurer la survie matérielle de la grande majorité des populations rurales, des modestes aux plus pauvres, et surtout, à maintenir dans nos sociétés, un minimum de valeurs humaines.

Ces valeurs humaines ne sont pas données culturellement ou socialement et insérées dans les structures symboliques et les représentations, elles sont au contraire construites et reproduites par les relations humaines, constituées en structures de réciprocité. Un des aspects qui reste à éclairer concerne la confusion entre ces catégories et logiques. N'y a-t-il pas, même par ignorance, une justification de la mobilisation de processus sociaux s'appuyant sur des valeurs humaines des communautés (ici rurales) pour favoriser, essentiellement, le développement de l'économie d'échange capitaliste. Dans ce cas, quelle est la capacité de réponse des communautés qui maintiennent des relations de réciprocité. Tout mouvement de destruction engendré par l'économie capitaliste engendre généralement un contre-mouvement qui tend vers un équilibre (au sens de compromis socialement construit et accepté – donc dynamique).

Il existe donc un vaste champ de recherche pour contribuer à identifier, qualifier et différencier les relations et structures d'échange et celles de réciprocité.

Sur un autre plan, l'articulation entre action collective des OPR et action publique est également dynamique, y compris en situation d'asymétrie de pouvoir entre ces catégories d'institutions. Ces interactions permettent aux OP de gagner de la légitimité, de la reconnaissance sociale, même si ces conquêtes restent fragiles. On ne peut pas dire qu'il y a véritablement instrumentalisation des OP par les services publics, d'autant qu'elle peut être mutuelle, mais que dans le champ politique, il y a concurrence pour l'appropriation des bénéfices de l'action collective.

c. L'Indonésie

Dans les deux cas étudiés en Indonésie, la gestion des forêts est liée à un ensemble plus vaste, celui de la « gestion des ressources » qui touche notamment aux secteurs foncier et agricole.

L'approche élargie de la question sur le temps long (bloc historique de systèmes de pouvoirs sur les ressources) montre qu'en Indonésie, l'accès et la gestion de l'ensemble des ressources naturelles et agricoles ont été conditionnés et déterminés par la trajectoire de construction nationale de l'Etat.

La trajectoire de construction nationale et l'histoire des questions foncières, agricoles et forestières montrent la mise en place puis la déliquescence, voire la disparition des politiques publiques coloniales puis nationales de gestion durable des ressources. Celles-ci ont été remplacées successivement par la centralisation, l'autoritarisme et par le néo-patrimonialisme du régime politique du Nouvel-Ordre. La décentralisation (autonomie régionale) a été imposée, en grande partie par des régimes de normes internationaux pour résoudre ces problèmes de non-durabilité du régime sur les ressources. Elle se greffe sur cette construction particulière de l'Etat autoritaire et néo-patrimonialiste mais ne la dépasse pas: il y a hybridation dans les constances et les changements.

Dans ce contexte, les politiques publiques de gestion durable des forêts sont en concurrence avec les actions publiques de développement initiées à l'échelle des administrations décentralisées. Les résultats en matière de gestion forestière sont donc différenciés en fonction des historicités sociales et politiques des villages, districts ou régions. Ils apparaissent comme dépendant essentiellement des capacités locales à se saisir d'opportunités exogènes. Les normes globales de gestion durable sont en concurrence avec les actions publiques locales liées aux systèmes d'action locaux.

Conclusion Brésil : Amazonie / Nordeste

Sur les terrains brésiliens, même si les processus d'innovation sont également discrets, ils peuvent constituer un indicateur de l'ouverture d'espace ou la société rurale peut développer l'exercice de l'apprentissage de la démocratie, via la confrontation d'intérêts, la négociation et la médiation des injonctions, comme celle des normes du développement durable.

Les acteurs locaux sont conscients de la diversité des déterminants à la participation de chacun aux multiples interfaces et ils expérimentent collectivement le besoin de développer de nouvelles procédures, de nouveaux dispositifs qui puissent permettre de réguler la diversité des logiques qui s'affrontent afin de donner lieu à la représentation d'un monde commun pour la gestion des ressources naturelles.

Les expériences montrent qu'il n'existe pas de fatalisme des régions amazoniennes condamnées à la concentration foncière et à la dégradation des ressources naturelles, pas plus que des localités du Nordeste condamnées à la sécheresse et à la pauvreté, sans autre alternative que la migration vers les centres urbains.

Trois éléments contribuent à la transformation de la conscience discursive et des compétences des acteurs locaux, traduisant l'élaboration de co-construction des savoirs. D'une part les expériences vécues au sein des projets animés ou co-gérés par les OPR constituent le support d'acquisition de compétences telles que définies par A. Giddens (op.cit.), à savoir « (...) *tout ce que les acteurs connaissent (ou croient), de façon tacite ou discursive, sur les circonstances de leur action et de celle des autres, et qu'ils utilisent dans la production et la reproduction de l'action* ». A travers l'élaboration, l'acquisition et la mise en oeuvre de ces compétences il existe un véritable instrument de gouvernance locale en raison des liens que les acteurs locaux tissent entre eux dans ces occasions.

Ces expériences sont porteuses de relations plus démocratiques au niveau de la société rurale dans la mesure où elles obligent les différents acteurs à agir en fonction de l'autre (en interaction) et à confronter leurs différents intérêts engendrant des processus d'innovation et d'apprentissage. D'autre part, durant le fonctionnement des projets, une série de situations imprévues donnent lieu à une réflexivité pragmatique des acteurs, allant jusqu'à l'ajustement mutuel de normes et de pratiques.

L'offre orientée par l'Etat favorise l'ouverture de débats donnant lieu à l'émergence de projets qui eux-mêmes, influencent les pratiques. Mais ces projets peuvent également se trouver en désaccord avec des normes légales et conduire à de nouveaux ajustements. Ce fut le cas par exemple, pour la production de semences locales au Nordeste et pour les projets de gestion forestière communautaire en Amazonie qui ont été mis en place alors qu'il n'existait pas encore de normes légales pour cette

activité pour les populations qui l'exerçaient. Ces processus d'innovation et d'apprentissage donnent lieu à un type de gouvernance territoriale négociée. Dans ce cas, le territoire, considéré comme un espace social de projet, se présente comme un système d'action historique, produisant de nouvelles sociabilités, de nouvelles pratiques sociales, etc.

Enfin, le processus de professionnalisation des organisations paysannes et rurales, commun à l'Amazonie et au Nordeste, contribue nettement à l'élargissement de la reconnaissance et des performances de la participation des organisations de la société civile. Certes, ce processus entre également en tension avec les besoins de démocratisation et d'élargissement de la base de cette participation à la gouvernance locale des ressources naturelles.

De fait, les potentialités de chaque cas ou de chaque situation s'actualisent en combinant les trois logiques d'action: l'intégration, la stratégie et la subjectivation qui reflète tout particulièrement l'émergence de sujets de l'action (au sens de P Freire ou de Touraine) qui cherchent à contrôler l'historicité.

Conclusions générales

Les OPR, comme les institutions publiques, s'approprient la notion et les projets de développement durable pour modifier leurs normes ou les instrumentalisent pour modifier les dispositifs locaux d'élaboration/gestion des politiques publiques. Dans le contexte brésilien, les OPR ne sont pas simplement instrumentalisées par les pouvoirs publics ou les acteurs internationaux : elles peuvent aussi élaborer leur propre conception et stratégie de développement durable qui s'appliquent aux caractéristiques sociales et mésologiques de leur territoire.

Les politiques publiques alternatives (mise en place de conseils mixtes et gestion des ressources naturelles communes, du développement local ou territorial, prise en compte de la multifonctionnalité de l'agriculture ou de la forêt, etc.), ne sont pas seulement dues à des experts éclairés ou à l'accumulation des résultats de la recherche ; les mouvements sociaux et la « société civile » ont eu un rôle fondamental dans leur conception et dans leur négociation avec les pouvoirs publics.

Les programmes de développement durable supposés induire une redéfinition des rapports de pouvoir locaux en réduisant les asymétries et en favorisant la mise en œuvre d'une gouvernance locale, entraînent, souvent, une segmentation des politiques publiques (environnement, lutte contre pauvreté, genre, jeunes, etc.) et une disjonction entre appuis sociaux et technico-productifs. Cette segmentation des politiques publiques est contraire au principe de développement durable, d'articulation entre social, économique et écologique.

5 – Collaborations internationales

Brésil

Universités : UFCG, Campina Grande, UFPA Belem
UFPE Recife (Procad) Séminaires Procad 2003,2004, 2005
UnB (université de Brasilia), Centre de Développement Durable (CDS) et ICS (Institut de Sciences Sociales)

OPR : FETAPA, MPST- FVPP, STR Lagoa Seca, Pole Syndical Agreste de la Borborema-PB

Indonésie

Centre de recherche : ICRAF –World Agroforestry Center , Programme Rewarding U Poor for Environmental Services (RUPES) (Personne Ressource : Laxman Joshi,)
CIFOR – Center for International Forestry Research, Programme Collective Action and Property Rights (CAPRI) (Personne ressource : Carol Colfer,)
LIPI – Lembaga Ilmu Penelitian Indonesia (equiv. CNRS français) (Pers. ressource : Syarif Hidayat)
UNCAPSA- (Personne Ressource : Robin Bourgeois)
IRD- Projet IFB, (Personne Ressource :Geneviève Michon)

6 – Publications

Articles (14)

Buyse N., 2005 « La gestion décentralisée des ressources forestières en Indonésie : la biodiversité localement négociée » *Ecologie et Politique* (30) Dossier: « la biodiversité est elle encore naturelle? »

Duque G.; Diniz, P O. 2004. Desenvolvimento territorial e políticas públicas no Nordeste do Brasil: a aprendizagem da democracia: in *Raízes - Revista de Ciências Sociais e Econômicas*, Vol 22, n°1

Granchamp Florentino L., Simões A. 2006. "Les organisations professionnelles agricoles et la gestion des ressources naturelles en Amazonie brésilienne orientale : innovations et apprentissages", *Vertigo*, la revue électronique des sciences de l'environnement, à paraître numéro 4- 2006.

Levang Patrice, Nicolas Buyse, Soadun Sitorus, Edmond Dounias, 2005. « Impact de la décentralisation sur la gestion des ressources forestières en Indonésie. Etudes de cas à Kalimantan-Est », *Anthropologie et Sociétés*, n° 1, vol 29, 2005

Sabourin , E. 2005. Evolution des organisations paysannes au Brésil, *Ingénieurs de la Vie* spécial Brésil, n° 472-473, 2005, pp 26-27,

Sabourin E. 2006 Organizações formais e dispositivos coletivos dos agricultores no Nordeste Semi-árido: in *Associativismo, cooperativismo e economia solidária no meio rural*, Sabourin E (org.) Cadernos do CEAM, 23, Brasília, UnB, Ceam, Neagri, pp 51-93

Sabourin, E. 2006 Conseqüências metodológicas e epistemológicas do reconhecimento da multifuncionalidade da agricultura, in *Revista Estudos Sociedade e Agricultura*, v.13, n 2 : 161-189

Sabourin E, Duque G, Diniz O P., MS Oliveira Lima, Granchamp F L. Reconnaissance publique des acteurs collectifs de l'agriculture familiale au Nordeste, in *Cahiers Agricultures*, 14 (1) ; 111-115

Sabourin E, Duque G., Diniz, P C O, Oliveira, M S L, Florentino G L. 2006 Reconhecimento público dos atores coletivos da agricultura familiar no Nordeste. *Cadernos de Ciência e Tecnologia* , 22, 293-307, Brasília,

Sabourin, E; Duque G Mallagodi, E; 2004 Novos atores rurais e multifuncionalidade da agricultura no semi-árido brasileiro in *Raízes - Revista de Ciências Sociais e Econômicas*, Vol 22, n°1, 58-72

Sabourin, E ; Tonneau JP ; Menezes M ; 2005 Is there a new peasant agriculture project ? An analysis based on Brazilian and French examples in *Acta Agriculturae Serbica* vol IX, 17 (2004) pp19-31

Tonneau, JP; Silva P CG da. Massoraca: aprendizagem coletiva e desenvolvimento da Agricultura Familiar no sertão da Bahia. *Raízes - Revista de Ciências Sociais e Econômicas*, Vol 22, n°1, 2004

Tonneau, JP; Teixeira O.Aquino, F. R.; 2005 Modernisation de l'agriculture familiale et exclusion sociale : le dilemme des politiques publiques in *Cahiers Agricultures*, 14 (1) ; 11-18

Ouvrages et chapitres (10)

Duque, G. 2004 Desenvolvimento rural e sustentabilidade, in *Globalização e desenvolvimento sustentável: dinâmicas sociais rurais no Nordeste brasileiro*,. Wanderley M.N. B. (ed) São Paulo: Ed ed Polis, Ceres, 321p.

Duque G. 2006. "A agricultura familiar em áreas com risco de desertificação: O caso do Brasil semi-árido". Será publicado em livro ainda em dezembro 06 em: «Seminário Luso-Brasileiro-Caboverdiano: Agricultura familiar em Regiões com riscos de desertificação. Anais do Seminário realizado em João Pessoa, de 29 de junho a 02 de julho/2006, UFPB».

Duque G. "A experiência da Articulação do Semi-Árido na Paraíba", aceito para publicação no tomo 5 da Coletânea "História Social do Campesinato" coordenada por Horácio Martins. O Tomo V "Lutas

camponesas contemporâneas. Condições, dilemas e conquistas” é coordenado por Bernardo Mançano Fernandes, Leonilde Servolo de Medeiros e Maria Igenes Paulilo.

Granchamp Florentino L.; Simões, A. "As organizações dos agricultores familiares e a gestão dos recursos naturais : aprendizagens sociais e construção social de uma governança", Actas del simpósio 14 "Viagens nos territórios da governabilidade: limitações e inovações na teoria e prática das políticas ambientais na América Latina", Ciências, Técnicas e Meio Ambiente do 52 Congrès des Américanistes, Séville, 17-22 juillet 2006. à paraître

Sabourin E (org) 2006 Associativismo, cooperativismo e economia solidária no meio rural, *Cadernos do CEAM*, 23, Brasília, UnB, Ceam, Neagri, 270p.

Sabourin E. 2006. Práticas sociais, políticas públicas e valores humanos, in : A diversidade agricultura familiar, Schneider Sergio (org.) Editora da UFRGS, Porto Alegre, serie Estudos Rurais, 108 -132

Sabourin E, 2005 Les tensions entre lien social et intérêts matériels dans l'action collective in Les tensions entre lien social et intérêts matériels dans les processus d'action collective, Sabourin et Antona (Dir) Paris, CIRAD et Petite Bibliothèque du MAUSS, Actes de l'Atelier du séminaire Action Collective, pp. 13-39

Sabourin, E, 2006 Interação entre ação coletiva e ação pública no manejo de recursos comuns no Nordeste do Brasil in *Congresso Internacional dos Americanistas, ICA 52 , Simpósio "Viagens nos territórios da governabilidade: limitações e inovações na teoria e prática das políticas ambientais na América Latina"*, Sevilla, 23-27 -07- 2006, 15p - à paraître.

Tonneau J.P. 2004. Desenvolvimento rural sustentável: novos paradigmas velhas questões in *Globalização e desenvolvimento sustentável: dinâmicas sociais rurais no Nordeste brasileiro*, Wanderley M.N. (ed) São Paulo : ed Polis, Ceres, 321p.

Tonneau J.P. ; Sabourin E (org.), Agricultura familiar, políticas públicas e dinâmicas locais, Porto Alegre, editora da UFRGS, Serie Estudos Rurais, en cours

Communications à congrès et séminaires (22)

Assis, W. S. de; Roncoletta L., Sousa, R. 2005 Adoção de práticas de manejo florestal comunitário em áreas de assentamentos rurais na Amazônia: a busca por uma abordagem participativa. In: III CONGRESSO BRASILEIRO DE AGROECOLOGIA, 2005, Florianópolis. III CBA – A Sociedade Construindo Conhecimento para a Vida. Florianópolis: L. Carlos Pinheiro Machado; Pedro Boff, 2005.

Buyse N., 2004, Power Relations and Village Level Politics in the Time of "Otonomi" Notes from case studies on Forest Management decentralisation in Indonesia, XIth World Congress of the International Rural Sociology Association, Trondheim (Norway), 25-30/07/2004

Buyse N., 2004, Collective action and forestry public policies negotiations in the context of Regional Autonomy. 4th EUROSEAS Conference, Panel 31 - Local autonomy: democracy and identity in comparative perspective University Paris I Panthéon–Sorbonne. Paris 1-4/09/2004

Duque G. 2005, "Da abertura democrática a democratização efetiva: A experiência da ASA/PB", Palestra no VII Simpósio Observanordeste, Fundação Joaquim Nabuco, 03 e 04 de maio de 2005.

Duque G.; Oliveira, M de S V. 2006. Construção do saber e empoderamento: a experiência da ASA/PB, Comunicação no 1º. Encontro da Rede de Estudos Rurais, FAPERJ - UFF - NEAD, 04 A 07/07/2006, Grupo de Trabalho sobre Saber e Poder no Campo.

Duque, G.; Sidersky, P.; Oliveira, M.S.L. Fundos rotativos, organização e desenvolvimento local no semi-árido paraibano: potencial e limites do resgate das tradições de reciprocidade. Comunicação apresentada na XX Reunião Anual da SBSP, GT 1: Iniciativas para o fortalecimento da Agricultura Familiar, Aracaju, 20-22/10/2004

Granchamp Florentino L. 2004. *The last frontier: The small farmer's organizations in front of the*

economic globalization in Society for Latin American Studies International Congress, Leiden (Pays-Bas) 2 - 4 avril 2004

Granchamp Florentino Laurence L'environnement, une ressource pour les mouvements sociaux paysans ? Analyse des discours et des stratégies d'action de deux groupements paysans brésiliens, communication au 2^{ème} congrès de l'Association française de sociologie, Bordeaux, 5-8 septembre 2006.

Granchamp Florentino L, Simões A ; Sabourin E; Duque G. 2006. As organizações profissionais agrícolas e a gestão dos recursos naturais: aprendizagens sociais e construção social de uma governabilidade in *Congresso Internacional dos Americanistas, ICA 52 , Simpósio "Viagens nos territórios da governabilidade: limitações e inovações na teoria e prática das políticas ambientais na América Latina"*, Sevilla, 23-27 de julho de 2006, 16p.

Levang P., Buyse N. 2006 Droits fonciers coutumiers ou contrôle des ressources naturelles ? Conflits autour du renouveau de la coutume à Kalimantan-Est, Indonésie. In Colloque : « Frontières de la question foncière » Montpellier, Juin 2006

Oliveira, M. S. O. e Duque, G. Reciprocidade e sociabilidade no Cariri Paraibano. Comunicação apresentada na XXIV Reunião Brasileira de Antropologia, FP 40, Olinda, 12 -15/06/2004.

Sabourin E, 2003 Multifuncionalidade da agricultura e manejo de recursos naturais: reflexão sobre alternativas a partir do caso do semi-árido brasileiro. in : Séminaire Franco-Brésilien de recherche sur la multifonctionnalité de l'Agriculture, 24-27/11/ 2003, Florianopolis, UFRJ, UFSC, Brésil

Sabourin E 2006, A ajuda mútua, entre intercâmbio e reciprocidade, in *1^o Encontro da Rede Rural*, Niterói, UFF, 4-7 de julho de 2006

Sabourin E. 2006 A difícil co-construção de políticas públicas de desenvolvimento rural e territorial, in Seminário de Extensão do Departamento de Sociologia, Brasília, UNB-Sol, 20/09/06.

Sabourin E 2006. Extensão rural para o ecodesenvolvimento: reflexão sobre métodos e políticas públicas in *IX congresso da Faser, Extensão Rural, Ecodesenvolvimento e Sustentabilidade*, Aracaju 16-18 de outubro de 2006.

Sabourin E. 2006, Economia solidária no meio rural brasileiro: uma análise a partir da noção de reciprocidade. *Congresso da Alasru*, nov. 2006, Quito, GT 09 Economia Solidária e cooperativismo, 20p.

Sabourin E. 2005 Organisation des producteurs, développement durable et production de valeurs humaines au Brésil, Séminaire Organisations rurales et développement durable, Montpellier, Cirad 7-8/09/05

Sabourin E, Florentino L, Duque, G , Lima M S V 2005, Développement durable et organisations des agriculteurs au Nordeste du Brésil, Séminaire Société Française d'Economie et Sociologie Rurale « Les institutions du développement durable des agricultures du Sud », 5-7/11/2005

Sabourin E, Duque G, Tonneau J P, Diniz P C O, 2005 Interactions entre organisations de producteurs et politiques publiques au Nordeste Semi-Aride, Séminaire Organisations rurales et développement durable, Montpellier, Cirad 7-8/09/05

Sabourin E, Multifunctionality of rural spaces and natural resource management: Brazil & France comparison. In: IASCP 2004 International Conference: The Commons in a Age of Global Transition: challenges, risks and opportunities, Oaxaca, Mexico, 9-13/08/2004, 12p.

Sabourin, E 2005. Desenvolvimento Sustentável, organização dos produtores e produção de valores. In Brazilian Society of Sociology XI Congress, Belo Horizonte, UFMG, SBS, CD Rom, 1-3/05/2005

Rapports (7)

Buyse N. Compte Rendu de Mission exploratoire de thèse, 23 avril – 5 juin 2004, Districts de Muara Bungo, Kerinci et Krui – Sumatra, Indonésie. Cirad Tera IRD, Montpellier, Juin 2004, 7p.

Buyse N. Compte Rendu de Mission en Indonésie Projet ACI MRT ; 27 novembre 04-25 janvier 05 District de Bungo, Province de Jambi, Sumatra, Indonésie. Cirad Tera IRD, Montpellier, Février 2005, 12p.

Granchamp Florentino L. Les organisations d'agriculteurs familiaux et la mondialisation au Brésil. Comparaisons régionales Nordeste, Amazonie, Rapport Intermédiaire, Cirad Tera, Cnrs, Ladyss, Montpellier, mars 2004, 15p.

Granchamp Florentino L. As organizações dos agricultores familiares e o desenvolvimento sustentável Relatório sobre o trabalho de campo. Cirad Tera, Cnrs Ladyss, Montpellier, Nanterre, septembre 2004, 13p.

Sabourin E, Agricultures familiales, développement territorial et renouvellement des politiques publiques au Brésil. Rapport de mission au Nordeste, Montpellier, Tera 35/2003.

Sabourin E. 2004. Agriculture familiale : Action collective, politiques publiques et développement territorial - Rapport de mission au Brésil du 24 mai – 6 juin 2004, Montpellier, Cirad Tera n° 30/04, 30p

Sabourin E ; Florentino L. 2005, Rapport intermédiaire Projet "Les organisations rurales face aux politiques de développement rural : regard croisés Brésil-Indonésie" ACI Sociétés et développement durable, Ministère de la Recherche et Technologie, 14/06/2005, Paris, 27p

Thèses (3)

ASSIS, W. S. de. A Construção da Representação dos Trabalhadores Rurais no Sudeste Paraense. Rio de Janeiro: URRJ/CPDA, soutenance 29 janvier 2007. (Thèse de Doctorat en Sciences Sociales, développement rural).

Résumé : Cette thèse cherche à analyser l'importance et le sens des actions collectives des agriculteurs familiaux et de leurs organisations dans le Sud est du Para ces dernières années. L'univers de la recherche correspond donc aux processus complexes de lutte pour la reconnaissance sociale et politique des agriculteurs familiaux et de leurs institutions représentatives. L'étude de la trajectoire des transformations économique, environnementale et sociale dans la région montre que les *posseiros* et les agriculteurs familiaux du Sud est du Para se sont affirmés progressivement comme un acteur social essentiel au développement régional à travers un combat intense pour la reconnaissance de leurs droits et une activité politique ardue de leurs dirigeants et représentants. La mobilisation permanente de ces acteurs selon un répertoire varié d'action collective a permis de renforcer leur position dans l'espace social régional et d'influencer les orientations des politiques publiques, principalement en ce qui concerne l'organisation foncière, la réforme agraire et la gestion des ressources naturelles.

Resumo : Esta tese procurou compreender o sentido que as ações coletivas dos agricultores familiares e de suas entidades representativas têm assumido no sudeste paraense nos últimos anos. Para tanto, tomamos como universo da pesquisa o complexo processo de luta pelo reconhecimento social e político dos agricultores familiares e suas entidades de representação. Percorrendo os diferentes processos que transformaram econômica, ambiental e socialmente a região, podemos afirmar que os posseiros e os agricultores familiares do sudeste paraense se afirmaram como ator social de importância para o desenvolvimento regional por meio de uma intensa luta por direitos e uma árdua atividade política de seus representantes. A mobilização permanente desses atores e um variado *repertório de ação coletiva* têm fortalecido sua posição no espaço social regional e influenciado os rumos da política do Estado, principalmente as direcionadas ao ordenamento fundiário, reforma agrária e manejo de recursos naturais.

Buyse Nicolas : Décentralisation et gestion durable des forêts en Indonésie. La décentralisation favorise-t-elle ou non les politiques publiques de gestion « durable » des ressources forestières en Indonésie ? Cas d'étude à Kalimantan Est et Sumatra.

Résumé :

La thèse a pour objet les politiques et actions publiques, de décentralisation et décentralisées, et leur effets sur la gestion des ressources naturelles dans le sens d'un développement durable et de productions de normes de gouvernance. Elle examine les traductions des normes internationales sur les règles et pratiques nationales et locales d'administration de l'Etat et de gestion des ressources.

Spécifiquement, la question qui la traverse est celle de l'articulation des règles normatives (règles sociales et politiques qui fixent la limite dans laquelle les acteurs peuvent agir), et des règles pragmatiques (établies par les acteurs dans le cadre des marges produites par les appropriations, interprétations et pratiques possibles des règles normatives) du global au local. A travers le cas des forêts en Indonésie, elle interroge les imbrications, manifestations et effets des normes internationales de développement durable et de gestion décentralisée sur les politiques de gestion des ressources naturelles. La problématique est donc de savoir si la décentralisation permet et favorise ou non une gestion durable des forêts en Indonésie, comment et pourquoi. Deux enjeux se dégagent alors. Le premier est l'enjeu pratique de suivre l'application de politiques forestières dans un contexte de décentralisation de la gestion des ressources naturelles, et de savoir s'il permet et favorise la mise en œuvre d'une gestion durable de ces ressources. Le second est l'enjeu théorique d'interroger les modes de construction des politiques publiques de gestion durable des ressources, caractérisées par leur décentralisation, et de se demander si l'habillage théorique de leur étude en terme d' « actions publiques négociées » et/ou d' « actions publiques locales » n'est pas, en définitive, une renonciation déguisée aux politiques publiques de gestion durable des ressources.

Simões, Aquiles "La réforme agraire en Amazonie : innovations et apprentissage social", Toulouse, Université Toulouse Le Mirail, soutenance prévue pour le 16 février 2007. thèse de doctorat en Etudes rurales (ESSOR), mention Sociologie, sous la direction de J.F. Baré,

Résumé : Cette thèse retrace l'évolution conjointe des objectifs de la réforme agraire dans une région de front pionnier suite aux interactions entre politiques publiques de développement rural et régional et agriculteurs familiaux. Après une longue histoire de lutte pour la terre, un nouveau scénario de développement pour le Sud-est de l'État du Pará (Brésil) a commencé, au début des années 1990, à voir le jour – en lien avec la politique volontaire d'encadrement de l'agriculture familiale mise en œuvre par le Ministère du Développement Agraire. Dans ce cadre, l'INCRA (Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire) a été chargé de la régularisation foncière et de la gestion des revenus attribués à la réforme agraire, en particulier des fonds destinés à la création de projets d'*assentamentos* ainsi que de la sous-traitance du développement rural. À travers la nécessité d'élaboration d'un Plan Régional de Développement Rural Durable, revendiqué et animé par le mouvement syndical rural, et d'un ensemble de mesures constitutives de l'action publique dans le cadre de la réforme agraire, s'est alors formé un système d'acteurs en interdépendance. Ce système d'acteurs joue un rôle décisif aujourd'hui dans le rapport entre l'État et les agriculteurs familiaux, entre la sphère publique et la sphère privée. En ce sens, il est intéressant de s'interroger sur les pratiques des agents institutionnels, autant pour ceux qui sont orientés par des conceptions construites en dehors de la réalité vécue par les agriculteurs, comme de ceux qui se disent innovateurs, dans un sens de participation et de démocratisation de l'action publique. Ces mots, participation et démocratisation, sont *a priori* des mots fourre-tout. Mais en dépassant les stéréotypes en cours et en posant le regard sur le processus de coordination entre les acteurs, y compris l'État, nous apportons quelques éléments de réflexion par rapport aux soucis des observateurs et des professionnels du développement. Innovation et apprentissage social sont désormais des processus incontournables. Ils légitiment des interventions puissantes en termes de changement social liées à la mise en œuvre de nouveaux principes de l'action publique. Ce double processus a contribué à la création d'une véritable « toile d'apprentissage social ». Pour cerner les modalités de son élaboration nous nous sommes interrogés sur ce qui a conduit les acteurs-sujets locaux à développer de nouvelles compétences et identités socioprofessionnelles face à l'injonction implicite de créer un nouvel art de gouverner les territoires ruraux. Nous répondons à ce questionnement tout au long de ce travail en mettant l'accent sur le processus d'innovation et d'apprentissage social qui est en cours.

Mots clefs : réforme agraire, agriculture familiale, projet d'*assentamento*, action publique, acteurs, innovation, apprentissage social.

7 – Autres produits

Séminaires organisés

-**Séminaire** « *Organisations rurales et développement durable* » Montpellier, Cirad, 7-8/09/05
8 communications sur les résultats du projet au Brésil et les résultats a mi parcours en Indonésie
Présentation et discussion des résultats

- **Atelier de synthèse** : 25 et 26 août 2006. Montpellier Cirad, (5 co-responsables)

Rédaction éléments de comparaison et rapports

Séminaire permanent public Cirad - UnB (Brésil) 2006 « **Les organisations professionnelles rurales face aux politiques de développement rural durable** »

Cycle de sessions

1) 4-5 avril 2006, UFCG Campina Grande : « Organisations paysannes, politiques publiques et réciprocité » Eric Sabourin, M.S. L Oliveira, L H Cunha, G. Duque

2) 11-12 avril 2006, Porto Alegre, INCRA-RS, Cirad, UFRGS-PGDR, « Politiques publiques dans les périmètres de réforme agraire » E. Sabourin, P. F Mello,

3) 26-28 mai, Unai : « Construction d'innovation en partenariat : quelle rénovation des instruments de vulgarisation ? UnB, Cirad, Embrapa, ETA Unai, B.Triomphe ; E Sabourin

4) 6 juin, Montpellier, Cirad. Organisation coopérative et politiques publiques d'économie solidaire au Brésil . C. Nunes Ferreira (UnB)

5) 11-12 juillet, Brasilia. Politiques publiques d'économie solidaire en France. UNB Sol, Cirad, Claude Lena (MSH et Université de Montpellier), C Ferreira Nunes, UnB

6) 20 septembre, Brasilia, La difficile co-construction des politiques publiques de développement rural et territorial, UNB-Sol, Cirad, E. Sabourin, C Nunes Ferreira.

7) 17 octobre, Aracaju. « Méthodes de vulgarisation agricole et développement durable : expériences de la coopération France-Brésil impliquant les organisations de producteurs » E. Sabourin

Bibliographie

ALBALADEJO, C., 2003, La politique du "pacte territorial" produit-elle en Amazonie un apprentissage social dans le domaine du développement rural? Colloque "Anthropolitique et Gouvernance des Systèmes Complexes Territoriaux", 21 mai 2003, Hôtel de Région, Toulouse, LEREPS CIRESS, Toulouse, 15 p.

ALBALADEJO, C., SIMÕES, A., VEIGA, I., BARÉ, J-F., 2005, De nouvelles compétences pour les cadres du développement rural en Amazonie. *Cahiers Agricultures*, vol. 14, n° 1, spécial « Brésil », Québec.

ALBALADEJO, C., VEIGA, I. 2002, Condições e limites da gestão concertada dos recursos naturais a nível local. Reflexões sobre um projeto de manejo florestal na Amazônia Oriental. *Agricultura Familiar*, Vol.1., No.3, NEAF/CAP/UFPA, CNRS, Belém, pp.173-209.

BAKO-ARIFARI, N.; LE MEUR, P-Y., 2001, Une anthropologie sociale des dispositifs du développement. In: BARE, J-F. (ed.). *L'évaluation des politiques de développement: approches pluridisciplinaires*, L'Harmattan, Paris, pp. 120 – 173.

BIERSCHENK, T.; CHAUVEAU, J-P.; OLIVIER DE SARDAN, J-P.(org.) 2000, *Courtiers en développement*, APAD: Karthala, Mayence, 328p.

BOURDIEU, P., 1989, *O poder simbólico*. Bertrand Brasil / Difel, Rio de Janeiro, Lisboa, 311 p.

COY, M. 1996. Différentiation et transformation de l'espace au Nord du Mato Grosso : contribution à un modèle dynamique des fronts pionniers en Amazonie brésilienne. In : ALBALADEJO, C., TULET, J. C. (dir.) *Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne*. L'Harmattan, Paris : pp. 103-127.

DUBAR, C., 2000. *La socialisation : construction des identités sociales et professionnelles*. Paris : Armand Colin,

DUBET, F., 1994, *Sociologie de l'expérience*, Seuil, Paris.

ELIAS, N. (1997), *Logiques de l'exclusion* (avec J. L. Scotson), Fayard, Paris (éd originale 1965).

ELIAS, N. (2004) *Qu'est-ce que la sociologie*, Ed. de l'Aube, Agora Pocket, Paris, 222 p. (1ère éd. 1970)

GRANCHAMP FLORENTINO, L., 2004, « Conservation ou développement durable ? Les projets de gestion forestière communautaire en Amazonie brésilienne », E. Rodary et C. Castellonet (dir.), *Conservation de la nature et développement : l'intégration impossible ?*, Karthala, Paris, pp. 263-284.

GRANCHAMP FLORENTINO, L., 2002, "Que restera-t-il de nos forêts ? Lorsqu'une société locale se mobilise et s'interroge sur l'avenir de ses ressources forestières " dans C. Castellonet, L. Granchamp Florentino, C. Mégevand et S. Moncorps (dir.), *Vivre avec la forêt. Gestion locale des ressources forestières en Amazonie brésilienne et au Costa Rica*, GRET / UICN, Paris, pp. 65-72.

LENA, P.; GEFFRAY, C.; ARAUJO, R., 1996, *L'oppression paternaliste au Brésil*. Lusotopie, Karthala, 355 p.

LONG, N. (ed.) 1989, *Encounters at the interface. A perspective in social discontinuities in rural development*, Wageningen Studies in Sociology, 27; Agricultural University, Wageningen..

LONG, N. 1994, Du paradigme perdu au paradigme...retrouvé? Pour une sociologie du développement orientée vers les acteurs. *Bulletin APAD*, n° 7. Marseille : Hohenheim, pp. 11-34.

MICHELOTTI, F. ; RODRIGUES, F. N. C. de V., 2004., Desafios para a sustentabilidade ecológica integrada a trajetórias de estabilização da agricultura familiar na região de Marabá. LASAT/NEAF, Marabá. (mimeo)

MORMONT M. 1996 Agriculture et environnement : pour une sociologie des dispositifs, *Economie Rurale*, 1996, 236 : 28-36.

SABOURIN E.; CARON P., SILVA PCG da: 2001. O manejo dos « fundos de pasto » no nordeste baiano : um exemplo de reforma agrária sustentável. In: *Raízes*, 20: 90-102

SABOURIN E, CARON, P. TONNEAU J.P. 2004 Dynamiques territoriales et trajectoires de développement local : retour d'expérience dans le Nordeste Brésilien, in *Cahiers Agricultures* : 13 v 6, 539-545

SABOURIN E, DUQUE G., DINIZ, P C O, OLIVEIRA, M S L, FLORENTINO G L. 2005 Reconnaissance publique des acteurs collectifs de l'agriculture familiale au Nordeste. *Cahiers Agricultures* 14 (1) : 111-116

Annexes

A.1. Missions réalisées

Brésil

Amazonie :

1. Granchamp Laurence, Belém, Altamira (et région Transamazonienne) 20/09 à 20/11/2003 (financement PEVS -Inra-Cnrs et bourse MAE-REFEB)
2. Granchamp L. Belém, Altamira (région Transamazonienne) et Santarem, du 4 juillet au 28 juillet 2004
3. Simões. A., Marabá et Altamira, mai-juin 2004.
4. Granchamp Laurence : Marabá et Altamira, juillet 2005.

Nordeste

5. Granchamp L, Campina Grande 20/11/2003-04/02/2004(Bourse REFEB + appui CIRAD)
6. Granchamp L. Campina Grande, Recife - 15 août- 5 septembre 2004 (Post doc Cirad)
7. Sabourin E, 2003. Mission au Nordeste, Brésil, Montpellier, nov./dec. 2003, Florianopolis, Brasilia, Recife, Campina Grande (MAE-Cirad)
8. Sabourin E. 2004. Mission au Brésil du 24 mai – 6 juin 2004, Brasilia, Campina Grande (Mae-Cirad)
9. Sabourin E. 2005. mission a Campina Grande, Remigio, Lagoa Seca et Solanea, Paraiba en février mars 2005 et en avril 2006.

Indonésie

1. Buyse Nicolas, Sumatra, : 25/04/ à 15/06/03, Districts de Muara Bungo, Kerinci et Krui – Sumatra, Indonésie. Accompagnement Levang Patrice sur Krui
2. Buyse Nicolas, Sumatra : 27/11/04 – 25/01/05, District de Bungo, Province de Jambi, Sumatra, Indonésie.
3. Buyse Nicolas, Indonésie : Expatriation et accueil à l'ICRAF du 19 Avril 2005- 15 avril 2006, District de Malinau, Kalimantan Est, et Sumatara

France

Séjour Aquiles Simões à Toulouse (doctorat) de décembre 2004 à décembre 2006 (sur fonds UFPA)

Mission William Santos pour Atelier projet a Montpellier septembre 2005.

Mission G Duque pour Journées SFER à Montpellier en novembre 2005

A.2. Participation ou animation de séminaires et congrès

- II Séminaire Meta « Environmental Transformation Estrategic Monitoring», Université de Brasilia, Centro de Desenvolvimento Sustentavel, Coopération Française, 15-18/09/2003 Brasilia (Granchamp Florentino)

- Séminaire Zone Atelier, Marabá, 22 septembre 2003, CNRS, INRA, UFPA

- Séminaire Franco-Brésilien de recherche sur la multifonctionnalité de l'Agriculture, UFFRJ, UFSC, Cnpq, Cirad, Inra, Florianopolis, Brésil, 24-27/11/2003, (Sabourin, Tonneau)

- Society for Latin American Studies International Congress, Leiden (Pays-Bas) du 2 - 4 avril 2004 (Granchamp)

- Séminaire Cirad Action Collective et développement Rural (2004) Sabourin et Antona (org)

Atelier "Lien social vs intérêt matériel dans les processus d'action collective", Montpellier, Cirad, 14/06/2004 : (Buyse, Granchamp Florentino, Sabourin)

- Atelier « Interactions entre action collective et action publique dans la gestion des ressources naturelles ». Montpellier, Cirad, 22/06/2004 (Buyse, Granchamp Florentino, Sabourin)

- Seminário do PROCAD Laboratório Rural Nordeste, 17/05/2004, UFPE, UFCG, Unicamp, Programa de pós graduação em Sociologia, Campina Grande (Duque, Sabourin, Tonneau)

- XIth World Congress of the International Rural Sociology Association, Trondheim (Norway), 25-30/11/2004 (Buyse, Sabourin)

- IASCP 2004 International Conference: The Commons in a Age of Global Transition: challenges, risks and opportunities, Oaxaca, Mexico, 9-13 august, 2004 (Sabourin)

- 4th EUROSEAS Conference, Panel 31 - Local autonomy: democracy and identity in comparative perspective University Paris I Panthéon–Sorbonne. Paris 1-4/09/2004 (Buyse)

- XXVII Encontro anual da ANPOCS, Caxambu, MG, 8-12 de outubro, 17p ST 19 Novos atores e novas práticas no espaço agrário brasileiro contemporâneo (Duque)

- Brazilian Society of Sociology XI Congress, Belo Horizonte, UFMG, SBS, CD Rom, 1-3/05/2005 (Sabourin)

- XXIX Encontro anual da ANPOCS, Caxambu, MG, 20-25 octobre 2005, ST 21 Novas questões no espaço agrário brasileiro contemporâneo (Sabourin)

- Journées de la Société Française d'Economie Rurale (SFER) Les institutions du développement durable des agricultures du Sud » Montpellier, Ensam, 7-9 novembre 2005 (Duque, Granchamp, Sabourin)

- Rencontres de Rede Rural Brasil, Niteroi, UFF, 4 au 7 juillet 2006. Animation du GT « Agriculture familiale et Organisation du travail» (Duque et Sabourin)

- 52em Congrès International des Américanistes – ICA Séville, 23-27 juillet 2006. Symposium *Simpósio "Viagens nos territórios da governabilidade: limitações e inovações na teoria e pratica das políticas ambientais na América Latina"* (Granchamp)

- 2em Congres de l'Association Française de Sociologie, Bordeaux, 4-6 septembre 2006 (L. Granchamp, GT Mouvements sociaux)

- XXX Encontro anual da ANPOCS, Caxambu, MG, 23-28 octobre 2006, ST 23 "Sociologie économique" (Sabourin)
- Séminaire « Analyse des Politiques publiques et des politiques agricoles, UFRJJ-CPDA, Cirad, Rio de Janeiro, 6 et 7 novembre 2006 (Sabourin)
- VII Congrès Latino Américain de Sociologie Rurale (ALASRU) 20-25 novembre 2006. Quito, Flcaso (Duque, Oliveira et Sabourin).